



GREENVAL INSURANCE
BNP PARIBAS GROUP

Conditions Générales
**Assurances véhicules
terrestres à moteur**
2017



Table des matières

- I. DÉFINITIONS**
- II. GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE**
 - Chapitre 1 : Objet et étendue de l'assurance
 - Chapitre 2 : Description et modification du risque - déclarations du preneur d'assurance
 - Chapitre 3 : Paiement des primes - Certificat d'assurance
 - Chapitre 4 : Communications et notifications
 - Chapitre 5 : Modifications des conditions d'assurance et tarifaires
 - Chapitre 6 : Sinistres et actions judiciaires
 - Chapitre 7 : Recours de la compagnie
 - Chapitre 8 : Durée, renouvellement, suspension et fin du contrat
 - Chapitre 9 : Indemnisation de certaines victimes d'accidents de la circulation
- III. GARANTIE DU CONDUCTEUR**
- IV. DIVERS**



I. DÉFINITIONS

Pour l'application du présent Contrat, on entend par :

1. L'Assuré:

- a. Dans la partie "responsabilité civile automobile" : toute personne dont la responsabilité est couverte par le Contrat ;
- b. Dans la partie "garantie du conducteur" : le conducteur autorisé du Véhicule désigné ;

2. Le Bénéficiaire : celui à qui la garantie du conducteur confère un droit à l'indemnité ;

3. Le Certificat d'assurance : le document visé à l'article 5 de l'arrêté royal du 13 février 1991 portant mise en vigueur et exécution de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs ;

4. La Compagnie : l'entreprise d'assurance avec laquelle le contrat est conclu, à savoir Greenval Insurance dont le siège social est sis au Trinity Point, 10-11 Leinster Street South, Dublin 2, Irlande, autorisée à être active en Belgique en libre prestation de services, et enregistrée à la CBFA sous le numéro 2727 ;

5. Les Conditions Particulières : l'ensemble formé par le contrat-cadre de location signé et par le bon de commande signé ;

6. Le Conducteur Autorisé : la personne mentionnée dans le bon de commande sous la rubrique "Conducteur" ou toute personne autorisée par le conducteur ou le locataire, sous réserve qu'elle soit en possession d'un permis de conduire en cours de validité et respecte les conditions et catégories de véhicules pour lesquelles le permis de conduire est valable ;

7. Le Contrat : le présent contrat d'assurance ;

8. Les Personnes lésées : les personnes qui ont subi un dommage donnant lieu à application du contrat et leurs ayants droit ;

9. Le Preneur d'assurance : la personne qui conclut le contrat avec la compagnie, à savoir Arval ;

10. La Proposition d'assurance : le formulaire émanant de la compagnie, à remplir par le preneur d'assurance, et destiné à éclairer la compagnie sur la nature de l'opération et sur les faits et circonstances qui constituent pour elle des éléments d'appréciation du risque.

11. Le Sinistre:

- a. Dans la partie "responsabilité civile automobile" : tout fait ayant causé un dommage pouvant donner lieu à l'application du contrat ;
- b. Dans la partie "garantie du conducteur" : l'accident qui porte atteinte à l'intégrité physique de l'assuré et dont la cause ou l'une des causes est extérieure à l'organisme de la victime ;

12. Le Terrorisme : une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

13. Le Tiers : toute personne autre que le preneur d'assurance, l'assuré ou le conducteur autorisé ;

14. Le Véhicule assuré : le véhicule désigné, tout ce qui lui est attelé ainsi que la remorque non attelée décrite aux conditions particulières ;

15. Le Véhicule automoteur : tout véhicule à moteur ayant au moins 4 roues, exclusivement affecté au tourisme et aux affaires ou à un usage mixte et comportant maximum 9 places assises (y compris celle du conducteur).

16. Le Véhicule désigné : Véhicule automoteur décrit aux Conditions Particulières.

Au sens du présent Contrat, ne pourront en aucun cas être considérés comme Véhicule désigné, les véhicules suivants :

- Les véhicules sur les lieux d'un aéroport, hormis dans les aires auxquelles le public a un accès automobile libre et les véhicules publics, qui pénètrent seulement temporairement pour cause de livraison ;
- Les véhicules participant à des courses, rallyes et/ou courses de vitesse ;
- Les véhicules sur rails ou sur coussins d'air ;
- Les véhicules non destinés à circuler sur la "terre ferme" ;



- Les bus avec 10 sièges ou plus, omnibus et trams ;
- Les véhicules spécialement destinés ou adaptés à l'utilisation de la force ;
- Les véhicules de service public d'urgence ;
- Les véhicules dont l'objet principal est le transport de gros explosifs tels que la nitroglycérine, la dynamite et/ou un explosif similaire ; le transport de masse de liquides inflammables ; le transport de produits chimiques ou de gaz liquides, sous forme gazeuse ou liquide ; le transport de passagers à titre onéreux ; la location à court terme aux particuliers (a contrario sont inclus les véhicules loués pour une période inférieure à 1 an, liés à l'activité d'Arval tels que véhicules de pré-leasing, véhicules relais ; etc.) ; l'usage dans les installations et équipements d'un entrepreneur, et ce hors de la voie publique.

II. GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE

CHAPITRE 1 : OBJET ET ÉTENDUE DE L'ASSURANCE

ARTICLE 1

Par le présent contrat, la compagnie couvre, conformément à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs et aux conditions qui suivent, la responsabilité civile encourue par les assurés à la suite d'un sinistre causé en Belgique par le véhicule désigné.

La garantie est accordée aussi pour un sinistre survenu dans tout pays mentionné sur la carte verte, en présence d'un certificat d'assurance en cours de validité, ainsi que dans tout pays déterminé par le Roi en application de l'article 3, § 1,^{er} de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

Lorsque le sinistre est survenu hors du territoire belge, la garantie accordée par la compagnie est celle prévue par la législation sur l'assurance automobile obligatoire de l'Etat sur le territoire duquel le Sinistre a eu lieu. L'application de cette loi étrangère ne peut toutefois priver l'assuré de la garantie plus étendue que la loi belge lui accorde.

Au cas où le sinistre est survenu sur le territoire d'un pays n'appartenant pas à la Communauté européenne, et pour la part de la garantie dépassant celle qu'impose la loi sur l'assurance obligatoire du pays où le sinistre a eu lieu, les exceptions, les nullités et les déchéances opposables aux assurés le sont aussi aux personnes lésées qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat membre de la Communauté européenne lorsque ces exceptions, nullités et déchéances trouvent leur cause dans un fait antérieur au sinistre. Les mêmes exceptions, nullités et déchéances peuvent, dans les mêmes conditions, être opposées pour toute la garantie lorsque la loi du pays sur le territoire duquel le sinistre est survenu ne prévoit pas l'inopposabilité.

La garantie est accordée pour les sinistres survenus sur la voie publique ou sur les terrains publics ou privés.

La compagnie couvre également les dommages résultant d'un acte de terrorisme conformément à la loi du 1^{er} avril 2007 (M.B. 15 mai 2007).

ARTICLE 2

Lorsqu'à la suite d'un sinistre survenu dans un des pays visés à l'article 1^{er}, autre que la Belgique, une autorité étrangère exige, en vue de la protection des droits des personnes lésées, qu'une somme soit déposée pour lever la saisie du véhicule désigné ou pour la mise en liberté sous caution de l'assuré, la compagnie avance le cautionnement exigé ou se porte personnellement caution pour un montant maximum de 62.000 EUR pour le véhicule désigné et l'ensemble des assurés, majoré des frais de constitution et de récupération du cautionnement qui sont à charge de la compagnie.



Si le cautionnement a été versé par l'assuré, la compagnie lui substitue sa caution personnelle ou, si celle-ci n'est pas admise, rembourse à l'assuré le montant du cautionnement.

Dès que l'autorité compétente accepte de libérer le cautionnement versé ou de lever la caution apportée par la compagnie, l'assuré doit remplir sur demande de la compagnie toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour l'obtention de la libération ou de la mainlevée.

Lorsque l'autorité compétente confisque le montant versé par la compagnie ou l'affecte en tout ou en partie au paiement d'une amende, d'une transaction pénale ou des frais de justice relatifs aux instances pénales, l'assuré est tenu de rembourser la compagnie sur simple demande.

ARTICLE 3

1. Est couverte la responsabilité civile :

- du preneur d'assurance ;
- du propriétaire, de tout détenteur, de tout conducteur autorisé du véhicule désigné et de toute personne que ce véhicule transporte ;
- de l'employeur des personnes précitées lorsque celles-ci sont exonérées de toute responsabilité en vertu de l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Dans le cas d'un sinistre couvert entre deux conducteurs autorisés du souscripteur de l'assurance, ils seront considérés comme des tiers l'un par rapport à l'autre.

Toutefois, n'est pas couverte la responsabilité de ceux qui se sont rendu maîtres du véhicule désigné par vol ou violence ou par suite de recel.

2. Lorsque le véhicule désigné remorque, à titre occasionnel, un véhicule automoteur quelconque pour le dépanner, la garantie est étendue à la responsabilité de celui qui a, en pareil cas, fourni la chaîne, le filin, la corde, la barre fixe ou tous accessoires utilisés pour le remorquage.

Par dérogation à l'article 8, 1. la garantie est également étendue aux dommages au véhicule remorqué.

ARTICLE 4

1. La garantie du contrat s'étend, sans qu'une déclaration ne soit requise, à la responsabilité civile de l'assuré et ainsi que de ses conjoints et enfants, s'ils habitent avec lui et ont atteint l'âge légal de conduire, en leur qualité de conducteur ou de civilement responsable du conducteur :

- a. d'un véhicule automoteur appartenant à un tiers et affecté au même usage que le véhicule désigné, si ce véhicule remplace pendant une période de 30 jours au maximum le véhicule désigné qui serait, pour quelle que cause que ce soit, temporairement inutilisable. Ladite période commençant le jour même où il devient inutilisable.

Lorsque le preneur d'assurance ou l'assuré est une personne morale, la garantie est acquise au conducteur autorisé du véhicule désigné ainsi qu'à ses conjoints et enfants, s'ils habitent avec lui et ont atteint l'âge légal de conduire, en leur qualité de conducteur ou de civilement responsable du conducteur ;

- b. d'un véhicule automoteur appartenant à un tiers, conduit occasionnellement, alors même que le véhicule désigné serait en usage.

Lorsque le preneur d'assurance est une personne morale, la garantie est acquise au conducteur du véhicule désigné, dont l'identité est reprise aux Conditions Particulières, ainsi qu'à ses conjoints et enfants, s'ils habitent avec lui et ont atteint l'âge légal de conduire, en leur qualité de conducteur ou de civilement responsable du conducteur.

On entend par "tiers" au sens du présent article, toute personne autre que :

- le preneur d'assurance ou l'assuré du contrat et, si le preneur d'assurance ou l'assuré est une personne morale, le conducteur visé en a. ou b. ;
- son conjoint ;
- ses enfants habitant avec lui ;
- le propriétaire ou le détenteur du véhicule désigné lui-même.



2. Cette extension de garantie est limitée comme suit :

- a. lorsque le véhicule désigné est à deux ou trois roues, l'extension de garantie ne peut, en aucun cas, porter sur un véhicule à quatre roues ou plus ;
- b. l'extension de garantie prévue au 1°, b, du présent article n'est pas d'application lorsque le véhicule désigné est affecté au transport rémunéré de personnes ou lorsqu'il est conditionné principalement pour le transport de choses ou lorsque le preneur d'assurance ou le propriétaire du véhicule désigné est une entreprise ayant pour objet la construction, le commerce, la location courte durée aux particuliers, la réparation ou le garage de véhicules automoteurs.

Lorsque le véhicule désigné au contrat de location, de leasing ou d'un contrat similaire, l'extension de garantie prévue au 1.,b. reste d'application lorsque le preneur d'assurance ne pratique pas lui-même les activités énumérées au 2.,b., premier alinéa.

3. Dans la mesure où les personnes lésées ont obtenu réparation de leurs dommages :

- soit en vertu d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile à laquelle donne lieu le véhicule utilisé ;
- soit en vertu d'un autre contrat d'assurance de responsabilité civile conclu par le conducteur, la garantie est d'application :

lorsque la compagnie, ayant conclu l'un des contrats précités, exerce un recours contre l'assuré dans les cas prévus à l'article 25, 3°, c) et 25, 4°, du contrat ou dans ceux non prévus par celui-ci à moins que l'assuré n'ait été préalablement avisé de la possibilité de recours ; lorsque le preneur d'assurance de l'un des contrats précités adresse à l'assuré une demande en récupération du montant du recours exercé dans les cas énumérés ci-dessus.

4. La garantie du contrat s'étend également à la responsabilité civile du preneur d'assurance ainsi que de ses conjoints et enfants, s'ils habitent avec lui, pour les dommages causés par le véhicule volé ou détourné alors qu'il a été remplacé par le véhicule désigné pour autant :

- a. que le vol ou le détournement ait été déclaré à la compagnie dans un délai de 72 heures à compter du jour où le preneur d'assurance a eu connaissance du vol ou du détournement ;
- b. que le véhicule volé ou détourné ait été assuré auprès de la compagnie.

ARTICLE 5

- a. En ce qui concerne les dommages résultant de lésions corporelles, la garantie est illimitée. Toutefois, à partir de la date d'entrée en vigueur de l'Arrêté Royal visé à l'article 3, §2, al. 2 de la Loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, tel que modifié par la loi du 12 janvier 2007 (M.B., 7 mars 2007), cette garantie sera limitée à minimum 100.000.000 EUR par Sinistre ou à un montant supérieur, tel que mentionné dans cet Arrêté Royal.
- b. En ce qui concerne les dégâts matériels, la garantie est limitée à 100.000.000 EUR par Sinistre. Toutefois, pour les vêtements et bagages personnels, la garantie est limitée à 3.000 EUR par personne transportée. La garantie est limitée à 1.250.000 EUR par Sinistre en ce qui concerne les dommages matériels :
 - non couverts par la législation relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire et résultant des effets d'un accident nucléaire au sens de l'article 1,^{er} a), i) de la Convention de Paris du 29 juillet 1960.

ARTICLE 6

Par dérogation à l'article 8, 1°, la compagnie rembourse les frais réellement exposés par l'Assuré pour le nettoyage et la remise en état des garnitures intérieures du véhicule désigné lorsque ces frais résultent du transport bénévole de personnes blessées à la suite d'un accident de la circulation.

ARTICLE 7



Ne peuvent bénéficier de l'indemnisation :

a.

- la personne responsable du dommage sauf s'il s'agit d'une responsabilité du fait d'autrui ;
- la personne qui est exonérée de toute responsabilité en vertu de l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Toutefois, le bénéfice de l'indemnisation reste acquis à la personne partiellement responsable, pour la partie de son dommage imputable à un assuré ;

b. pour leurs dommages matériels lorsqu'ils n'ont pas subi de lésions corporelles :

- le conducteur du véhicule assuré ;
- le preneur d'assurance ;
- le propriétaire et le détenteur du véhicule assuré ;
- le conjoint du conducteur, du preneur d'assurance, de l'assuré, du propriétaire ou du détenteur de ce véhicule ;
- les parents ou alliés en ligne directe de l'une des personnes précitées, pour autant qu'ils habitent sous son toit et soient entretenus de ces deniers.

Ces personnes peuvent toutefois bénéficier de l'indemnisation pour leurs dommages matériels, même s'ils n'ont pas subi de lésions corporelles, lorsque l'action en responsabilité est fondée sur le vice du véhicule assuré.

ARTICLE 8

Sont exclus de l'assurance :

1. Les dommages au véhicule assuré, sauf ce qui est prévu à l'article 3, 2., deuxième alinéa ;
2. Les dommages aux biens transportés par le véhicule assuré, sauf ce qui est prévu à l'article 5, a) ;
3. Les dommages qui, ne résultant pas de l'usage du véhicule, sont causés par le seul fait des biens transportés ou par les manipulations nécessitées par le transport ;
4. Les dommages découlant de la participation du véhicule assuré à des courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse autorisés ;
5. Les dommages dont la réparation est organisée par la législation relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire ;
6. Les dommages découlant de la guerre, de la guerre civile, d'une rébellion et/ou d'une révolution à l'exception des dommages résultant des actes rendus nécessaires par le respect de la législation sur la circulation routière ;
7. Les dommages résultant du terrorisme, sauf ce qui est prévu à l'article 1, ^{er} dernier alinéa ;
8. Les dommages causés par des véhicules circulant sur les lieux d'un aéroport, hormis dans les aires auxquelles le public a un accès automobile libre et les véhicules publics, qui pénètrent seulement temporairement pour cause de livraison ;
9. Les dommages causés par des véhicules sur rails ou sur coussins d'air ;
10. Les dommages causés par des véhicules non destinés à circuler sur la "terre ferme" ;
11. Les dommages causés par des bus avec 10 sièges ou plus, omnibus et trams ;
12. Les dommages causés par des véhicules spécialement destinés ou adaptés à l'utilisation de la force ;
13. Les dommages causés par des véhicules de service public d'urgence ;
14. Les dommages causés par des véhicules dont l'objet principal est :
 - le transport de gros explosifs tels que la nitroglycérine, la dynamite et/ou un explosif similaire ;
 - le transport de masse de liquides inflammables ;
 - le transport de produits chimiques ou de gaz liquides, sous forme gazeuse ou liquide ;
 - le transport de passagers à titre onéreux ;
 - la location à court terme aux particuliers (a contrario sont inclus les véhicules loués pour une période inférieure à 1 an, liés à l'activité d'Arval tels que véhicules de pré-leasing, véhicules relais ; etc.) ;
 - l'usage dans les installations et équipements d'un entrepreneur, et ce hors de la voie publique.
15. Les dommages causés par des accidents qui précèdent le commencement du présent contrat.



CHAPITRE 2 : DESCRIPTION ET MODIFICATION DU RISQUE DÉCLARATIONS DU PRENEUR D'ASSURANCE

ARTICLE 9

1. Le preneur d'assurance a l'obligation de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour la compagnie des éléments d'appréciation du risque. S'il n'est point répondu à certaines questions écrites de la compagnie, par exemple les questions figurant dans la proposition d'assurance, et si la compagnie a néanmoins conclu le contrat, elle ne peut, hormis le cas de fraude, se prévaloir ultérieurement de cette omission. Il en va de même si la compagnie a conclu le contrat sans proposition d'assurance dûment complétée.

2. Lorsque l'omission ou l'inexactitude intentionnelles induisent la compagnie en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat est nul. Les primes échues jusqu'au moment où la compagnie a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelles lui sont dues.

3. Lorsque l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration ne sont pas intentionnelles, la compagnie propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude. Si la proposition de modification du contrat est refusée par le preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la compagnie peut résilier le contrat dans les quinze jours.

Néanmoins, si la compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

ARTICLE 10

En cours de contrat, le preneur d'assurance a l'obligation de déclarer, dans les conditions de l'article 9, 1., les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'évènement assuré.

1. Lorsque le risque de survenance de l'évènement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, la compagnie n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, elle doit, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation. Si la proposition de modification du contrat est refusée par le preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la compagnie peut résilier le contrat dans les quinze jours.

Si la compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation.

2. Lorsqu'au cours de l'exécution du contrat, le risque de survenance de l'évènement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, la compagnie aurait consenti l'assurance à d'autres conditions, celle-ci accorde une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où elle a eu connaissance de la diminution du risque. Si les parties contractantes ne parviennent pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution fournie par le preneur d'assurance, celui-ci peut résilier le contrat.



CHAPITRE 3 : PAIEMENT DES PRIMES - CERTIFICAT D'ASSURANCE

ARTICLE 11

Dès que la garantie du contrat est accordée à l'assuré, la compagnie délivre au preneur d'assurance le certificat d'assurance justifiant l'existence du contrat.

Le preneur d'assurance adresse le certificat d'assurance à l'assuré lors de la mise en circulation effective du véhicule assuré.

Lorsque cette garantie vient à cesser lors de la restitution du véhicule, l'assuré doit restituer au preneur d'assurance le certificat d'assurance. Le preneur d'assurance renvoie immédiatement le certificat d'assurance à la compagnie.

ARTICLE 12

Le prime, majorée des taxes et contributions, est payable par anticipation aux échéances sur demande de la compagnie ou de toute autre personne désignée à cette fin dans les Conditions Particulières.

ARTICLE 13

En cas de défaut de paiement de la prime à l'échéance, la compagnie peut suspendre la garantie du contrat ou résilier le contrat à condition que le preneur d'assurance ait été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste.

La suspension de garantie ou la résiliation ont effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste.

Si la garantie a été suspendue, le paiement par le preneur d'assurance des primes échues, augmentées s'il y a lieu des intérêts, comme spécifié dans la dernière sommation ou décision judiciaire, met fin à cette suspension.

Lorsque la compagnie a suspendu son obligation de garantie, elle peut encore résilier le contrat si elle s'en est réservé la faculté dans la mise en demeure visée à l'alinéa 1^{er} ; dans ce cas, la résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension. Si la compagnie ne s'est pas réservé cette faculté, la résiliation intervient après nouvelle mise en demeure conformément aux alinéas 1^{er} et 2.

La suspension de la garantie ne porte pas atteinte au droit de la compagnie de réclamer les primes venant ultérieurement à échéance à condition que le preneur d'assurance ait été mis en demeure conformément à l'alinéa 1^{er}. Le droit de la compagnie est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

CHAPITRE 4 : COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS

ARTICLE 14

Les communications et notifications destinées à la compagnie doivent être faites à l'un de ses sièges sociaux en Belgique ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les Conditions Particulières.

Les communications et notifications au preneur d'assurance doivent être faites à la dernière adresse connue par la compagnie.



CHAPITRE 5 : MODIFICATIONS DES CONDITIONS D'ASSURANCE ET TARIFAIRES

ARTICLE 15

Lorsque la compagnie modifie les conditions d'assurance et son tarif ou simplement son tarif, elle adapte le présent contrat à l'échéance annuelle suivante. Elle notifie cette adaptation au preneur d'assurance 90 jours au moins avant cette date d'échéance. Toutefois, le preneur d'assurance peut résilier le contrat dans les 30 jours de la notification de l'adaptation. De ce fait, le contrat prend fin à l'échéance annuelle suivante.

La faculté de résiliation prévue au premier alinéa n'existe pas lorsque la modification du tarif ou des conditions d'assurance résulte d'une opération d'adaptation générale imposée par les autorités compétentes et qui, dans son application, est uniforme pour toutes les compagnies.

Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à celles de l'article 26.

CHAPITRE 6 : SINISTRES ET ACTIONS JUDICIAIRES

ARTICLE 16

Tout sinistre doit être déclaré immédiatement par écrit à la compagnie ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les Conditions Particulières et au plus tard dans les 8 jours de sa survenance. Cette obligation incombe à tous les assurés dont la responsabilité pourrait être engagée.

La déclaration de sinistre doit indiquer dans la mesure du possible les causes, les circonstances et les conséquences probables du sinistre, le nom, les prénoms et le domicile des témoins et des personnes lésées.

Le preneur d'assurance et l'assuré fournissent sans retard à la compagnie ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les Conditions Particulières tous les renseignements et documents utiles demandés par celle-ci.

La déclaration se fait, pour autant que possible, sur le formulaire mis par la compagnie à la disposition du preneur d'assurance.

ARTICLE 17

L'assuré transmet à la compagnie ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les Conditions Particulières toutes citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires dans les 48 heures de leur remise ou signification.

ARTICLE 18

A partir du moment où la garantie de la compagnie est due et pour autant qu'il y soit fait appel, celle-ci a l'obligation de prendre fait et cause pour l'assuré dans les limites de la garantie.

En ce qui concerne les intérêts civils, et dans la mesure où les intérêts de la compagnie et de l'assuré coïncident, la compagnie a le droit de combattre, à la place de l'assuré, la réclamation de la personne lésée. La compagnie peut indemniser cette dernière s'il y a lieu.

Ces interventions de la compagnie n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité dans le chef de l'assuré et ne peuvent lui causer préjudice.



L'indemnisation définitive ou le refus d'indemniser est communiqué au preneur d'assurance dans les délais les plus brefs.

La compagnie qui a payé le dommage est subrogée dans les droits et actions qui peuvent appartenir à l'assuré.

ARTICLE 19

Toute reconnaissance de responsabilité, toute transaction, toute fixation de dommage, toute promesse d'indemnisation, tout paiement faits par l'assuré, sans autorisation écrite de la compagnie, lui sont inopposables.

L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'assuré des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne peuvent constituer une cause de refus de garantie par la Compagnie.

ARTICLE 20

À concurrence de la garantie, la compagnie paie l'indemnité due en principal. La compagnie paie, même au-delà des limites de la garantie, les intérêts afférents à l'indemnité due en principal, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais ont été exposés par elle ou avec son accord ou en cas de conflit d'intérêts qui ne soit pas imputable à l'assuré, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.

ARTICLE 21

Si un sinistre donne lieu à des poursuites pénales contre l'assuré, même si les intérêts civils ne sont pas réglés, l'assuré peut choisir librement ses moyens de défense à ses propres frais.

La compagnie doit se limiter à déterminer les moyens de défense en relation avec l'étendue de la responsabilité de l'assuré et la hauteur des montants réclamés par la partie lésée, sans préjudice de l'article 18 en ce qui concerne les intérêts civils.

L'assuré est tenu de comparaître personnellement lorsque la procédure le requiert.

ARTICLE 22

En cas de condamnation pénale, la compagnie ne peut s'opposer à ce que l'assuré épuise à ses propres frais les différents degrés de juridiction, la compagnie n'ayant pas à intervenir dans le choix des voies de recours en matière pénale.

Elle a le droit de payer les indemnités quand elle le juge opportun.

Si la compagnie est intervenue volontairement, elle est tenue d'aviser l'assuré, en temps utile, de tout recours qu'elle formerait contre la décision judiciaire quant à l'étendue de la responsabilité de l'assuré ; celui-ci décide à ses risques et périls de suivre ou non le recours formé par la compagnie.

ARTICLE 23

Ni les sommes perçues immédiatement lors de la constatation d'infractions au règlement général sur la police de la circulation routière, ni les transactions avec le Ministère public, ni les amendes et décimes additionnels, ni les frais de justice relatifs aux instances pénales ne sont à charge de la compagnie.



CHAPITRE 7 : RECOURS DE LA COMPAGNIE

ARTICLE 24

Lorsque la compagnie est tenue envers les personnes lésées, elle a, indépendamment de toute autre action qui peut lui appartenir, un droit de recours dans les cas et contre les personnes visées à l'article 25. Le recours porte sur les indemnités au paiement desquelles la compagnie est tenue en principal, ainsi que sur les frais judiciaires et sur les intérêts. Il s'exerce intégralement si les sommes précitées n'excèdent pas globalement 10.400 EUR. Il ne s'exerce cependant qu'à concurrence de la moitié desdites sommes lorsqu'elles excèdent 10.400 EUR avec un minimum de 10.400 EUR et un maximum de 30.500 EUR.

ARTICLE 25

1. La compagnie a un droit de recours contre le preneur d'assurance :

- a. en cas de suspension de la garantie du contrat résultant du non-paiement de la prime ;
- b. en cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelles dans la déclaration du risque tant à la conclusion qu'en cours de contrat. Ce recours s'exerce intégralement et n'est pas soumis à la limitation prévue à l'article 24 ;
- c. en cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelles dans la déclaration du risque tant à la conclusion qu'en cours de contrat, qui peuvent être reprochées au preneur d'assurance. Le montant du recours est limité à 248 EUR (non indexés).

Les facultés de recours ne s'exercent pas dans le cas où le contrat a fait l'objet d'une modification, conformément aux articles 9 et 10.

2. La compagnie a un droit de recours contre l'assuré, auteur du sinistre :

- a. qui a causé intentionnellement le sinistre. Ce recours s'exerce intégralement et n'est pas soumis à la limitation prévue à l'article 24 ;
- b. qui a causé le sinistre en raison de l'une des fautes lourdes suivantes : conduite en état d'ivresse ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées ;
- c. lorsque l'usage du véhicule a fait l'objet d'un abus de confiance, d'une escroquerie ou d'un détournement ; ce recours ne s'exerce que contre l'auteur du délit ou de son complice ;
- d. Lorsque le conducteur autorisé du véhicule assuré a moins de 23 ans au moment du sinistre et qu'il en est responsable ; dans ce cas, la compagnie facture en outre une franchise de 150 EUR à l'assuré.

3. La compagnie a un droit de recours contre le preneur d'assurance et, s'il y a lieu, contre l'assuré autre que le preneur d'assurance :

- a. lorsque le sinistre survient pendant la participation à une course ou à un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse non autorisés ;
- b. lorsque, au moment du sinistre, le véhicule est conduit par une personne ne satisfaisant pas aux conditions prescrites par la loi et les règlements belges pour pouvoir conduire ce véhicule, par exemple par une personne n'ayant pas atteint l'âge minimum requis, par une personne n'étant pas titulaire d'un permis de conduire ou par une personne déchue du droit de conduire. Le droit de recours ne s'applique cependant pas si la personne qui conduit le véhicule à l'étranger a respecté les conditions prescrites par la loi et les règlements locaux pour conduire le véhicule et n'est pas sous le coup d'une déchéance en cours en Belgique, auquel cas le droit de recours est maintenu ;
- c. lorsque le véhicule désigné est soumis à la réglementation belge sur le contrôle technique, pour tout sinistre survenu alors que le véhicule n'est pas ou n'est plus muni d'un certificat de visite valable, sauf au cours du trajet normal pour se rendre à la visite de contrôle, ou après délivrance d'un certificat portant la mention "interdit à la circulation", sur le trajet normal entre l'organisme de contrôle et son domicile et/ou le réparateur ainsi que sur le



trajet normal pour se présenter, après réparation, à l'organisme de contrôle. Le droit de recours ne s'exerce cependant pas si l'assuré démontre l'absence de relation causale entre l'état du véhicule et le sinistre ;

- d. lorsque le sinistre survient alors que le nombre de personnes transportées dépasse celui autorisé en vertu des dispositions réglementaires ou contractuelles ou lorsque le transport de personnes contrevient à des dispositions réglementaires ou contractuelles.

Pour le calcul du nombre de personnes transportées, il n'est pas tenu compte des enfants âgés de moins de quatre ans, les enfants âgés de quatre à quinze ans révolus sont considérés comme occupant deux tiers de place. Le résultat est arrondi à l'unité supérieure.

En cas de transport de personnes en dehors des conditions réglementaires ou contractuelles, le recours s'exerce pour le total des indemnités payées à ces personnes transportées, sans préjudice de l'article 24. Toutefois, le recours ne peut être dirigé contre un assuré qui établit que les manquements ou faits générateurs du recours sont imputables à un autre assuré que lui-même et se sont produits à l'encontre de ses instructions ou à son insu.

4. La compagnie a un droit de recours contre l'auteur du sinistre ou le civilement responsable lorsque le contrat produit uniquement ses effets en faveur des personnes lésées dans les cas prévus à l'article 33.

5. La compagnie a un droit de recours contre l'assuré qui n'a pas respecté les obligations reprises à l'article 19. De toute manière, le recours n'existe que pour autant et dans la mesure où la compagnie a subi un dommage, sans préjudice de l'application de l'article 24.

6. La compagnie a un droit de recours contre l'assuré qui a omis d'accomplir un acte dans un délai déterminé par le contrat. Ce recours ne peut être exercé si l'assuré établit qu'il a accompli l'acte aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire. De toute manière, le recours n'existe que si et dans la mesure où la compagnie a subi un dommage du fait de cette omission, sans préjudice de l'application de l'article 24.

CHAPITRE 8 : DUREE, RENOUVELLEMENT, SUSPENSION ET FIN DU CONTRAT

ARTICLE 26

La durée du contrat est d'un an. À la fin de la période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement d'année en année, à moins qu'il n'ait été résilié de part et d'autre trois mois au moins avant l'expiration de la période en cours.

ARTICLE 27

La compagnie peut résilier le contrat :

1. Pour la fin de chaque période d'assurance, conformément à l'article 26 ;
2. En cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelles dans la description du risque en cours du contrat ;
3. En cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelles dans la description du risque à la conclusion du contrat, dans les conditions prévues à l'article 9 et, en cas d'aggravation du risque, dans les conditions prévues à l'article 10 ;
4. En cas de non-paiement de la prime, conformément à l'article 13 ;
5. Lorsque le véhicule soumis au contrôle technique n'est pas ou n'est plus muni d'un certificat de visite valable ou lorsque le véhicule n'est pas conforme aux "Règlements généraux techniques des véhicules automoteurs" ;
6. Après chaque déclaration de sinistre, mais au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiements de l'indemnité et si elle a payé ou devra payer des indemnités en faveur des



personnes lésées, à l'exception des paiements effectués en application de l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire en matière de véhicules automoteurs ;

7. En cas de publication de nouvelles dispositions légales ayant une incidence sur la responsabilité civile des assurés ou sur l'assurance de cette responsabilité, mais au plus tard dans les 6 mois de leur entrée en vigueur ;

8. En cas de suspension du contrat, dans le cas prévu à l'article 30 ;

9. En cas de faillite, de déconfiture ou de décès du preneur d'assurance, conformément aux articles 31 et 32.

ARTICLE 28

Le preneur d'assurance peut résilier le contrat :

1. Pour la fin de chaque période d'assurance, conformément à l'article 26 ;

2. Après chaque déclaration de sinistre, mais au plus tard un mois après la notification par la compagnie du paiement ou du refus de paiement de l'indemnité ;

3. En cas de modification des conditions d'assurance et du tarif ou simplement du tarif, conformément à l'article 15 ;

4. En cas de faillite, concordat ou retrait d'agrément de la compagnie ;

5. En cas de diminution du risque, dans les conditions prévues à l'article 10 ;

6. Lorsqu'entre la date de sa conclusion et celle de la prise d'effet s'écoule un délai supérieur à un an. Cette résiliation doit être notifiée au plus tard trois mois avant la prise d'effet du contrat ;

7. En cas de suspension du contrat, dans le cas prévu à l'article 30.

ARTICLE 29

La résiliation se fait par exploit d'huissier de justice, par lettre recommandée ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Sauf dans les cas visés aux articles 13, 15 et 26, la résiliation n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la signification ou de la date du récépissé ou, dans le cas d'une lettre recommandée, à compter du lendemain de son dépôt à la poste.

La résiliation du contrat par la compagnie après déclaration d'un sinistre prend effet lors de sa notification, lorsque le preneur d'assurance ou l'assuré ont manqué à l'une des obligations nées de la survenance du sinistre dans l'intention de tromper la compagnie.

La portion de prime correspondant à la période postérieure à la date de prise d'effet de la résiliation est remboursée par la compagnie.

ARTICLE 30

En cas de réquisition en propriété ou en location du véhicule désigné, le contrat est suspendu par le seul fait de la prise en charge du véhicule par les autorités requérantes.

ARTICLE 31

En cas de faillite du preneur d'assurance, le contrat subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice envers la compagnie du montant des primes à échoir à partir de la déclaration de la faillite.

La compagnie et le curateur de la faillite ont néanmoins le droit de résilier le contrat. Toutefois, la résiliation du contrat par la compagnie ne peut se faire au plus tôt que trois mois après la déclaration de la faillite, tandis que le curateur de la faillite ne peut résilier que dans les trois mois qui suivent la déclaration de la faillite.

ARTICLE 32

En cas de décès du preneur d'assurance ou de l'assuré, le contrat est maintenu au profit des héritiers qui restent tenus au paiement des primes, sans préjudice de la faculté de la compagnie



de résilier le contrat, dans les formes prévues à l'article 29, alinéa premier, dans les trois mois à compter du jour où elle a eu connaissance du décès.

Les héritiers peuvent résilier le contrat, dans les formes prévues à l'article 29, alinéa premier, dans les trois mois et quarante jours du décès.

Si le véhicule désigné est attribué en pleine propriété à l'un des héritiers ou à un légataire du preneur d'assurance ou de l'assuré, le contrat est maintenu au profit de celui-ci. Cet héritier ou légataire peut cependant résilier le contrat dans le mois à compter du jour où le véhicule lui a été attribué.

ARTICLE 33

En cas de transfert de propriété du véhicule désigné, les dispositions suivantes sont d'application.

1. En ce qui concerne le nouveau véhicule :

Les garanties demeurent acquises à l'assuré :

- pendant 16 jours à dater du transfert de propriété du véhicule désigné, sans qu'aucune formalité ne doive être accomplie si le nouveau véhicule circule même illicitement sous la marque d'immatriculation du véhicule transféré ;
- à l'expiration du délai de 16 jours précité pour autant cependant que la compagnie ait été avisée, dans ce délai, du remplacement. Dans ce cas, il est fait application des conditions d'assurance et du tarif en vigueur à la compagnie à la dernière échéance annuelle de prime, sous réserve des dispositions de l'article 37 relatives à l'indexation des primes.

Si à l'expiration du délai de 16 jours précité, il n'y a pas eu remplacement du véhicule transféré ou si ce remplacement n'a pas été notifié à la compagnie, le contrat est suspendu et il est fait application de l'article 34. Cette suspension du contrat est opposable à la personne lésée. La prime venue à échéance reste acquise à la compagnie, prorata temporis, jusqu'au moment où la compagnie est avisée du transfert de propriété.

2. En ce qui concerne le véhicule transféré autre qu'un cyclomoteur :

Pendant 16 jours à dater du transfert de propriété et dans la mesure où aucune autre assurance ne couvre le même risque, les garanties :

- demeurent acquises au preneur d'assurance, ses conjoint et enfants qui habitent avec lui et ont l'âge légal de conduire, si le véhicule transféré circule même illicitement sous la marque d'immatriculation qu'il portait avant le transfert ;
- sortent leurs effets, mais à l'égard de la personne lésée uniquement, lorsque les dommages sont causés par un autre assuré que ceux énumérés ci-avant, et ceci si le véhicule transféré circule même illicitement sous la marque d'immatriculation qu'il portait avant le transfert.

A l'expiration du délai de 16 jours précité, les garanties prennent fin sauf si le bénéfice du contrat a été transféré, avec l'accord écrit de la compagnie, au profit du nouveau propriétaire. Cette cessation des garanties est opposable à la personne lésée.

3. En ce qui concerne les cyclomoteurs :

Complémentairement au 1°, les garanties sont acquises, mais uniquement en faveur de la personne lésée et à condition qu'aucune autre assurance ne couvre le même risque, pour les dommages causés par tout cyclomoteur, muni de la plaque provinciale, avec l'autorisation de son titulaire, délivrée sur attestation de la compagnie, pour autant que le fait générateur soit survenu avant la fin de l'année de validité de cette plaque.



Sauf accord écrit de la compagnie, le contrat n'est pas transféré au profit du nouveau propriétaire du cyclomoteur transféré.

4. En cas de contrat de bail portant sur le véhicule désigné :

Les règles reprises au 1., 2. et 3. sont également applicables lors de la cessation des droits du preneur d'assurance sur le véhicule désigné qu'il a reçu en exécution d'un contrat de bail ou d'un autre contrat analogue, notamment un contrat de leasing.

ARTICLE 34

En cas de suspension du contrat, le preneur d'assurance qui met en circulation le véhicule désigné ou tout autre véhicule, doit en avertir la compagnie.

La remise en vigueur du contrat se fera aux conditions d'assurance et du tarif applicables à la dernière échéance annuelle de la prime, sous réserve des dispositions prévues à l'article 37 relatives à l'indexation de la prime.

Si le contrat n'est pas remis en vigueur, il prend fin à la date de la prochaine échéance annuelle de la prime. Toutefois, si la suspension du contrat intervient dans les trois mois précédant la prochaine échéance annuelle de la prime, le contrat prend fin à l'échéance annuelle suivante.

La portion de prime non absorbée est remboursée à la fin du contrat. Si le contrat prend fin sans que la garantie ait couru pendant une année complète, le remboursement sera diminué de la différence entre la prime annuelle et la prime calculée au tarif pour les contrats inférieurs à un an.

Le preneur d'assurance a toujours la faculté de demander par écrit de ne pas mettre fin au contrat.

ARTICLE 35

Si pour une cause quelconque, autre que celles énumérées ci-dessus, le risque vient à disparaître, le preneur d'assurance est tenu d'en aviser sans délai la compagnie ; s'il ne le fait pas, la prime échue reste acquise ou due, prorata temporis, jusqu'au moment où cet avis est effectivement donné.

CHAPITRE 9 : INDEMNISATION DE CERTAINES VICTIMES D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

ARTICLE 36

1. À l'exception des dégâts matériels, tous les dommages résultant de lésions corporelles ou de décès, y compris les dégâts aux vêtements, subis par toute victime d'un accident de la circulation et ses ayants droit, dans lequel est impliqué le véhicule automoteur assuré, sont indemnisés par la compagnie conformément à l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de Véhicules automoteurs.

La présente disposition s'applique également si les dommages ont été causés volontairement par le conducteur autorisé.

Les dommages occasionnés aux prothèses fonctionnelles sont considérés comme des lésions corporelles. Il y a lieu d'entendre par prothèses fonctionnelles les moyens utilisés par la victime pour compenser des déficiences corporelles. Les victimes de plus de 14 ans qui ont voulu l'accident et ses conséquences ne peuvent se prévaloir des dispositions visées à l'alinéa 1.^{er}

Cette obligation d'indemnisation est exécutée conformément aux dispositions légales relatives à l'assurance de la responsabilité en général et à l'assurance de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en particulier, pour autant que le présent article n'y déroge pas.



2. Le conducteur autorisé d'un véhicule automoteur et ses ayants droit ne peuvent se prévaloir du présent article, sauf si le conducteur autorisé agit en qualité d'ayant droit d'une victime qui n'était pas conducteur et à condition qu'il n'ait pas causé intentionnellement les dommages.

3. Pour l'application du présent article, il faut entendre par véhicule automoteur tout véhicule automoteur à l'exclusion des fauteuils roulants automoteurs susceptibles d'être mis en circulation par une personne handicapée.

4. Tous les articles du contrat s'appliquent sauf les articles 1 à 3 et 5 à 8 du chapitre I (Objet et étendue de l'assurance).

En ce qui concerne le chapitre VII (Recours de la compagnie), la compagnie a un droit de recours dans les cas visés à l'Article 25,1.a. ou 25,3.b. et, pour les indemnités versées aux personnes transportées, à l'Article 25,3.d. Elle dispose également d'un droit de recours dans tous les cas visés à l'Article 25, mais uniquement lorsqu'elle démontre, sur base des règles de responsabilité civile, la responsabilité d'un assuré et dans la mesure de cette responsabilité.

5. Pour l'application du présent chapitre et par dérogation à l'article 16, alinéa 1,^{er} l'obligation de déclarer le sinistre incombe au preneur d'assurance, même si sa responsabilité ne pourrait être engagée, pour autant qu'il ait eu connaissance de la survenance du sinistre.

III. GARANTIE DU CONDUCTEUR

ARTICLE 1 - DISPOSITION PRÉLIMINAIRE

La garantie dont il est question au présent titre n'est accordée que si mention en est faite dans les Conditions Particulières. Elle est valable pour les limites territoriales énoncées à l'article 1^{er} du Titre II et est régie par les Titre I et II des Conditions Générales.

ARTICLE 2 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

La Compagnie garantit au Bénéficiaire les indemnités correspondant aux préjudices définis à l'article 3, calculées selon les règles habituelles de droit commun, lorsque l'Assuré est victime d'un Sinistre résultant de l'usage du Véhicule désigné ou d'un véhicule de remplacement en cas d'immobilisation du véhicule désigné.

ARTICLE 3 - NATURE ET MONTANT DES INDEMNITÉS

a. En cas de blessure de l'assuré :

- Remboursement des frais de traitements médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, y compris les frais de rééducation et les frais de prothèses ;
- Indemnisation du préjudice économique et moral résultant de l'incapacité temporaire totale ou partielle ;
- Indemnisation du préjudice économique et moral résultant de l'incapacité permanente totale ou partielle ;
- Indemnisation du préjudice esthétique ;
- Indemnisation de l'aide d'une tierce personne rendue nécessaire par l'incapacité permanente ;

b. En cas de décès de l'assuré :

- Remboursement des frais funéraires ;
- Indemnisation du préjudice économique et moral des ayants-droits, consécutifs au décès de l'assuré.



L'indemnisation des différents préjudices garantis s'effectue selon les règles du droit commun, c'est-à-dire sur les bases des indemnités généralement allouées par les tribunaux pour des cas semblables, jusqu'à concurrence de 495.787,05 EUR par Sinistre.

ARTICLE 4 - EXCLUSIONS

Sont exclus de l'assurance :

1. Les dommages au véhicule assuré, sauf ce qui est prévu à l'article 3, 2°, deuxième alinéa de la Partie II ;
2. Les dommages aux biens transportés par le véhicule assuré, sauf ce qui est prévu à l'article 5, a) de la Partie II ;
3. Les dommages qui, ne résultant pas de l'usage du véhicule, sont causés par le seul fait des biens transportés ou par les manipulations nécessitées par le transport ;
4. Les dommages découlant de la participation du véhicule assuré à des courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse autorisés ;
5. Les dommages dont la réparation est organisée par la législation relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire ;
6. Les dommages découlant de la guerre, de la guerre civile, d'une rébellion et/ou d'une révolution à l'exception des dommages résultant des actes rendus nécessaires par le respect de la législation sur la circulation routière ;
7. Les dommages résultant du terrorisme, sauf ce qui est prévue à l'article 1, dernière alinéa ;
8. Les dommages causés par des véhicules circulant sur les lieux d'un aéroport, hormis dans les aires auxquelles le public a un accès automobile libre et les véhicules publics, qui pénètrent seulement temporairement pour cause de livraison ;
9. Les dommages causés par des véhicules sur rails ou sur coussins d'air ;
10. Les dommages causés par des véhicules non destinés à circuler sur la "terre ferme" ;
11. Les dommages causés par des bus avec 10 sièges ou plus, omnibus et trams ;
12. Les dommages causés par des véhicules spécialement destinés ou adaptés à l'utilisation de la force ;
13. Les dommages causés par des véhicules de service public d'urgence ;
14. Les dommages causés par des véhicules dont l'objet principale est :
 - le transport de gros explosifs tels que la nitroglycérine, la dynamite et/ou un explosif similaire ;
 - le transport de masse de liquides inflammables ;
 - le transport de produits chimiques ou de gaz liquides, sous forme gazeuse ou liquide ;
 - le transport de passagers à titre onéreux ;
 - la location à court terme aux particuliers (a contrario sont inclus les véhicules loués pour une période inférieure à 1 an, liés à l'activité d'Arval tels que véhicules de pré-leasing, véhicules relais, etc. ;
 - l'usage dans les installations et équipements d'un entrepreneur, et ce hors de la voie publique.

ARTICLE 5 - DÉTERMINATION DE L'INDEMNITÉ ET AVANCE SUR RECOURS

a. En cas d'absence de Tiers responsable

Lorsque l'assuré est victime d'un sinistre pour lequel aucun recours ne peut être effectué contre un Tiers responsable, la compagnie verse les indemnités prévues, déduction faite des prestations à caractère indemnitaire versées par l'employeur, la mutuelle ou tout autre organisme assureur.

b. En cas de présence d'un Tiers responsable

Lorsque l'assuré est victime d'un sinistre pour lequel un recours peut être effectué contre un Tiers responsable, contre son assureur ou contre le Fonds Commun de Garantie Automobile, en tout en partie, la compagnie fait l'avance des indemnités telles que prévues par la garantie, déduction faite des prestations à caractère indemnitaire versées par l'employeur, la mutuelle ou tout autre organisme assureur.



La compagnie s'engage à ne pas réclamer la différence éventuelle entre l'avance sur recours et l'indemnité mise finalement à charge du Tiers responsable, de son assureur ou du Fonds Commun de Garantie Automobile.

ARTICLE 6 - SUBROGATION

La compagnie est subrogée, jusqu'à concurrence de toutes les indemnités payées en vertu de la présente garantie, dans les droits et actions du Bénéficiaire des indemnités, contre les Tiers responsables du sinistre, leurs assureurs de responsabilité civile et le Fonds Commun de Garantie Automobile.

ARTICLE 7 - SINISTRES

Tout sinistre doit être déclaré immédiatement par écrit à la compagnie et au plus tard dans les 8 jours de sa survenance. La déclaration du sinistre doit indiquer dans la mesure du possible les causes, les circonstances et les conséquences probables du sinistre. Le preneur d'assurance, l'assuré ou ses ayants-droits doivent fournir sans retard à la compagnie tous les renseignements et documents utiles demandés par celle-ci.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

L'assuré doit prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir les sinistres ou pour éviter ou atténuer les conséquences du sinistre.

En cas de sinistre, l'assuré doit :

1. Déclarer tout sinistre à la compagnie, au plus tard dans les 8 jours de sa survenance. Ce délai est réduit à 48 heures pour tout accident mortel.
2. Joindre un certificat médical à la déclaration ainsi que son contrat-cadre de location.
3. Consulter immédiatement un médecin et suivre le traitement prescrit jusqu'à la guérison.
4. Donner suite à chaque convocation du médecin-conseil de la compagnie à un examen médical ; si les lésions encourues ont comme suite la persistance d'une invalidité permanente, la fixation du degré d'invalidité se fera obligatoirement par examen ou expertise médicale en Belgique, les frais de voyage éventuels restant à charge de l'Assuré.
5. Recevoir les délégués de la compagnie et leur communiquer les renseignements demandés.
6. Donner l'autorisation au médecin traitant de répondre aux questions du médecin-conseil de la compagnie.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

Si l'assuré ne remplit pas ses obligations en cas de sinistre et si la compagnie en subit un préjudice, elle peut, en cas d'intention frauduleuse dans le chef de l'assuré, refuser son intervention. Dans les autres cas, la compagnie pourra réduire ou récupérer l'indemnité à concurrence du préjudice qu'elle a subi.

ARTICLE 10 - PRISE D'EFFET DE LA GARANTIE

La garantie ne prend cours qu'après la mise en circulation effective du véhicule et, au plus tôt, à la date indiquée aux Conditions Particulières du contrat signées par toutes les parties.



IV. DIVERS

ARTICLE 1 - PLAINTES

Sans préjudice de la possibilité pour le preneur d'assurance d'intenter une action en justice, toute plainte au sujet du contrat peut être adressée :

- au Service Ombudsman des Assurances, 35 Square de Meeûs, 1000 Bruxelles ;
- au service Médiation Clientèle de la Compagnie Greenval Insurance à l'adresse suivante :
Greenval Insurance,
Customer Relationship service, Trinity Point, 10-11 Leinster Street South, Dublin 2 - IRELAND,
ou par courriel : info@greenval-insurance.ie

ARTICLE 2 - DROIT APPLICABLE - TRIBUNAL COMPÉTENT

Le présent contrat est soumis au droit belge. Seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétents pour les litiges concernant le contrat.

ARTICLE 3 - AVERTISSEMENT

Toute escroquerie ou tentative d'escroquerie envers l'entreprise d'assurances entraîne non seulement la résiliation du contrat, mais fait également l'objet de poursuites pénales sur base de l'article 496 du Code pénal.

La compagnie, pourra, le cas échéant, communiquer au GIE Datassur des données à caractère personnel pertinentes dans le cadre exclusif de l'appréciation des risques et de la gestion des contrats et des sinistres y relatifs. L'assuré donne par la présente son consentement à la communication des données à Datassur.

Toute personne justifiant de son identité a le droit d'obtenir communication et, le cas échéant, rectification des données la concernant auprès de Datassur. Pour exercer ce droit, la personne concernée adresse une demande datée et signée accompagnée d'une copie de sa carte d'identité à l'adresse suivante : Datassur, 29 Square de Meeûs à 1000 Bruxelles.

ARTICLE 4 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cas où l'assureur recueille des données personnelles, l'assureur s'engage à protéger la vie privée et il est responsable du traitement des données au regard des lois sur la protection des données à caractère personnel irlandaises (Irish Data Protection Acts) de 1988 et 2003 (telles que modifiées). L'assureur peut recueillir et traiter les informations suivantes: le nom, les coordonnées, la date de naissance, le sexe et le numéro de permis de conduire. Si la voiture est impliquée dans un accident, l'assureur recueillera et traitera les informations suivantes concernant les Tiers impliqués dans l'accident: le nom, le sexe, la date de naissance, les coordonnées. Si l'assuré contacte l'assureur, il peut garder une archive de cette correspondance. L'assureur utilisera ces données personnelles uniquement aux fins de gestion des déclarations de sinistre, de mise à jour de sa base de données et de gestion de ses provisions. L'assureur peut transmettre des données personnelles à des tiers établis ailleurs qu'en Irlande aux fins de gestion des déclarations de sinistre. En signant le présent contrat, l'assuré accepte que les données personnelles qui sont fournies à l'assureur soient utilisées à ces fins. L'assuré peut demander par écrit des copies ou la modification des données personnelles conservées par l'assureur en contactant Greenval's Data Protection Compliance Officer, 5, George's Dock, IFSC, Dublin 1, Irlande, et l'assureur fournira à l'assuré une copie des données personnelles qu'il possède et/ou les modifiera dès que possible et dans tous les cas dans un délai maximum de 40 jours après la demande de l'assuré